

M. MacEachen: Je voudrais préciser un point: l'ancien ministre des Finances prévoyait de réduire le déficit budgétaire de deux milliards de dollars dans la période considérée, et c'est exactement ce que je compte faire à la fin de 1984. Le député de York-Peel a dit que le déficit avait augmenté cette année et il a parfaitement raison. Il a augmenté à cause de la hausse des paiements sur la dette et de la hausse des taux d'intérêt, hausse qui, on s'en souviendra, avait été encore plus galopante sous le gouvernement précédent que sous l'actuel.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Le déficit a augmenté en outre à cause des paiements de compensation accrus pour le pétrole importé que mon honorable vis-à-vis aurait dû payer lui aussi de toute façon. J'ai accepté ces dépenses accrues à cause de la faiblesse de notre performance économique.

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie.

● (1450)

LES MESURES POUR AIDER L'INDUSTRIE AGRICOLE

M. Jack Murta (Lisgar): Madame le Président, je voudrais moi aussi poser une question au ministre des Finances. Ceux qui s'occupent d'agriculture, surtout les agriculteurs eux-mêmes, sont ceux qui consomment le plus d'énergie dans notre société et pour empêcher que les hausses du prix de l'énergie annoncées par le ministre mardi soir fassent monter en flèche les frais des agriculteurs, il faudra accorder soit un crédit d'impôt soit de l'aide sous une autre forme à ceux qui s'occupent d'agriculture, sinon le prix des produits agricoles augmentera énormément. L'exposé budgétaire ne prévoit cependant aucune mesure relative à l'agriculture. Qu'est-ce que le gouvernement compte faire pour aider les agriculteurs?

M. Baker (Nepean-Carleton): Nommer Whelan au Sénat.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, nous avons pris des mesures pour aider l'industrie agricole dans l'exposé budgétaire de mardi soir en n'imposant pas une taxe de 18c. sur l'essence et en instaurant une structure de coûts beaucoup moins élevés pour l'agriculture.

M. Murta: Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire. Les hausses de coûts varient mais, selon certains, les coûts des céréaliculteurs par exemple augmenteront peut-être de 15 ou 20c. le boisseau à cause de la hausse des prix de l'énergie, vu que l'agriculture est un domaine où l'on utilise énormément d'énergie. Puis-je demander si le gouvernement a songé à prendre des mesures spéciales pour aider le secteur agricole? Je signale au ministre que la réponse qu'il vient de me donner ne me satisfait pas.

M. MacEachen: Madame le Président, je ne comprends pas pourquoi le député n'est pas satisfait de ma réponse puisque l'exposé budgétaire de mardi soir prévoit une structure de coûts moins élevés pour l'industrie agricole que le budget de décembre dernier que le député appuyait.

Questions orales

[Français]

LE LOGEMENT

ON DEMANDE DE L'AIDE POUR LES PETITS PROPRIÉTAIRES AFIN DE LEUR PERMETTRE DE FAIRE FACE AUX TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Madame le Président, ma question s'adresse également au ministre des Finances. Le ministre est sûrement conscient des difficultés que connaît l'industrie de la construction, non seulement dans la province que je représente, mais à la grandeur du pays. Le ministre des Finances est également au courant des difficultés auxquelles font face les petits propriétaires, ceux qui veulent conserver leur maison, et d'autres qui sont désireux d'en acheter une. Étant donné les circonstances, et que rien n'a été prévu dans le budget pour faire face au taux exorbitant des intérêts, est-ce que le ministre des Finances serait en mesure, malgré tous les bons arguments qu'il apporte au sujet de son budget, de rassurer ces milliers de Canadiens en leur promettant une aide très spéciale relative aux taux d'intérêt pour les petits propriétaires?

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, madame le Président, je ne peux pas promettre qu'il y aura un programme spécial. Je ne pouvais pas promettre plus tôt cette année, quand les taux d'intérêt étaient plus élevés qu'ils ne le sont maintenant, que le Trésor aurait les moyens d'assumer les frais d'un autre programme aussi important et aussi coûteux que celui-là. Nous avons bien précisé pendant la campagne électorale que nous ne mettrions pas en vigueur le programme de déduction des intérêts hypothécaires aux fins d'impôt que le gouvernement précédent avait proposé et nous n'avons pas l'intention d'instaurer un tel programme ou tout autre programme semblable pour le moment.

[Français]

M. La Salle: Madame le Président, je désire poser une question supplémentaire. Si j'ai bien compris, le ministre des Finances n'a pas l'intention d'aider les petits propriétaires qui font face à des difficultés énormes et qui continueront à leur faire face, compte tenu du fait, qu'il a bien dit que la spirale inflationniste allait se maintenir à environ 10 p. 100. Étant donné les circonstances, est-ce que le ministre ne pourrait pas avoir un peu plus de sympathie pour les petits propriétaires, et pourrait-il dire à la Chambre qu'à court terme il présentera une mesure pour sauver d'abord ceux qui ont des maisons et permettre ensuite à d'autres Canadiens de devenir propriétaires?

[Traduction]

M. MacEachen: Madame le Président, je me souviens que plus tôt cette année j'ai étudié cette question très attentivement, compte tenu des hausses considérables des taux d'intérêt qui frappaient les propriétaires de maisons qui s'étaient engagés à rembourser des prêts hypothécaires à des taux d'intérêt plus élevés. Après avoir examiné ce problème, j'en suis arrivé à la conclusion, établie sur des faits objectifs, que les revenus d'un pourcentage très élevé de ces propriétaires avaient augmenté considérablement depuis le renouvellement des prêts hypothécaires et que, compte tenu du rapport normal établi entre le revenu et le coût du logement, ils pouvaient se tirer d'affaires tout seuls.